

pas encore indépendants. Sur le plan international, c'est le bla-bla-bla sempiternel sur la détente, le désarmement et autres illusions dans le monde actuel.

Mais c'est surtout sur le plan de la perspective politique que les nouvelles perspectives ressemblent aux anciennes. Les masses veulent un changement. Le P.C.F. leur promet, comme par le passé, « le renouveau de la démocratie », « un gouvernement républicain fort et stable ». Pour justifier la continuation d'une politique de collaboration de classe avec l'aile mendessiste de la bourgeoisie, la résolution du C.C. prétend que « le soutien loyal apporté par les communistes au gouvernement de Front populaire en 1936, la participation des communistes au gouvernement jusqu'en 1947 ont valu au peuple ses plus grandes conquêtes sociales depuis un quart de siècle ». C'est vraiment remettre les choses sens dessus dessous. Toutes les conquêtes sociales ont été obtenues par l'action des masses (l'occupation des usines en 1936, la Résistance et les mouvements à la Libération). Dans les deux cas, la bourgeoisie a utilisé les directions ouvrières (socialistes et communistes) pour endiguer le mouvement des masses, empêcher celles-ci de déborder le régime capitaliste et rétablir l'ordre capitaliste. Après quoi, les capitalistes ont chassé du gouvernement les ministres des partis ouvriers qui avaient achevé leur besogne; ils ont même liquidé la démocratie bourgeoise, en 1939 et en 1958, parce que celle-ci ne permet pas au capitalisme de diriger le pays comme il lui convient.

La direction du P.C.F. propose tout simplement de recommencer l'opération une troisième fois, à l'avenir, en s'entendant dès maintenant avec le candidat bourgeois préposé à cet effet. Mendès-France dit ouvertement que la gestion de Gaulle comporte les plus grands dangers pour le régime capitaliste et il se présente en direction bourgeoise de rechange par rapport à Pétain.

Nous touchons là au problème crucial. Il est évident que la perte de la démocratie bourgeoise va éveiller dans les masses, à plus ou moins longue échéance, la nostalgie des libertés démocratiques, et il est indispensable de mettre en avant des mots d'ordre démocratiques. Mais dans quel contexte faut-il le faire? Les expériences de la France depuis 1934 ne font que s'ajouter à de bien nombreuses expériences entre les deux guerres (Allemagne, Autriche, Espagne, Italie). Dans l'ère du capitalisme déclinant, les vieilles démocraties bourgeoises ne peuvent subsister. Les capitalistes se tournent vers « l'Etat fort ». Quant aux masses non politisées, leur déception de la démocratie bourgeoise les fait se tourner, en l'absence d'une solution socialiste mise en avant hardiment par les partis ouvriers, vers des « hommes providentiels » qui sont au service du capital et pratiquent des politiques dictatoriales et réactionnaires. C'est cette question des perspectives qui servira de pierre de touche à la fois pour les opposants à la direction du P.C.F. que pour les militants du nouveau Parti socialiste (S.F.I.O.) autonome.

Le chiffre des « non », les 4.600.000 « non », représentent, nous l'avons dit plus haut, la partie de la population travailleuse acquise au socialisme, indépendamment des différentes conceptions et tactiques qui peuvent la diviser. C'est une force plus qu'appréciable, à la condition qu'elle soit mise, réellement au service du socialisme. La seule perspective qui, aujourd'hui, puisse stimuler les opposants au régime et leur permettre de retrouver l'audience des masses au fur et à mesure que le régime de Gaulle montrera tous ses aspects, c'est précisément de dire qu'on ne recommencera plus les erreurs d'antan, qu'on ne rendra pas la direction de l'Etat et de l'économie à d'autres équipes du capitalisme, qu'on expropriera celui-ci et qu'on se mettra à construire

une société socialiste — laquelle ne sera pas, bien entendu, à l'image stalinienne en matière de libertés et de droits.

COMMENT LUTTER CONTRE DE GAULLE?

La défaite du 28 septembre a rendu les dirigeants du P.C.F. plus timorés que jamais. « Les masses populaires instruites par leur propre expérience et éclairées par le Parti communiste français... découvriront bientôt le véritable caractère de cette politique gaulliste et sauront trouver les moyens de réaliser leurs aspirations par des voies démocratiques, déclare la résolution du Bureau Politique approuvée par le C.C. Ce n'est pas le P.C.F. qui leur indique les voies, ce sont les masses qui les trouveront: on ne savait pas la direction du P.C.F. si confiante dans la spontanéité des masses. Mais passons sur ce point, et voyons un peu ce que seront ces « voies démocratiques ». La direction du P.C.F. aujourd'hui ne dit pas un mot à ce sujet. Mais hier elle avait découvert des « voies nouvelles » parlementaires pour passer du capitalisme au socialisme. Le Parlement français a seulement montré qu'il était un excellent instrument pour passer « légalement » de la démocratie bourgeoise à la dictature militaire. Est-ce sur le futur Parlement fantoche de la 5^e République que la direction Thorez compte pour rétablir la démocratie bourgeoise? Est-ce avec des pétitions qu'elle espère venir à bout des parachutistes, des matraques de la police, des camps de concentration décidés en guise de pendoison de crémaillère de la nouvelle Constitution?

Les démocrates de jadis, de l'époque révolutionnaire de la bourgeoisie, avaient une autre audace que les Thorez et autres Servin. Ils n'avaient pas hésité à dire que la lutte révolutionnaire, l'insurrection, était le moyen démocratique suprême, le moyen d'un peuple contre une tyrannie. Mais des Jacobins aux dirigeants ouvriers actuels, que de chemin parcouru! Et de Marx qui voyait dans la force « la grande accoucheuse des sociétés », ces prétendus bolcheviks sont passés à Bernstein qui, au début du siècle, prétendait déjà avoir trouvé « l'accouchement sans douleur » des sociétés par les voies parlementaires. Si on veut vraiment lutter contre de Gaulle, il faut commencer par éduquer les militants et les masses dans un esprit de lutte révolutionnaire pour le pouvoir.

POUR UNE NOUVELLE DIRECTION REVOLUTIONNAIRE

Le référendum du 28 septembre est la plus cinglante condamnation d'une direction qui, il y a douze ans, avait acquis la confiance de la majorité de la classe ouvrière et qui, par sa politique opportuniste, a rejeté un million et demi de ses électeurs vers le bonapartisme le plus grotesque dans sa forme. Alors qu'une partie des dirigeants socialistes rompt avec Guy Mollet, alors que se manifeste ainsi le tout début d'un renouveau du mouvement ouvrier, la direction du P.C.F. manifeste plus que jamais son incapacité à faire son autocritique, à saisir ne serait-ce qu'une partie des responsabilités qu'elle porte dans la défaite. Elle s'enfoncé encore davantage dans l'alignement sur les politiciens bourgeois qui s'apprêtent à être les terre-neuves du capital quand s'effondrera la 5^e République. Cette politique est mortelle pour le mouvement ouvrier. Avant même que de pouvoir éventuellement donner un précaire « renouveau de la démocratie », elle permettra au régime gaulliste de frapper plus rudement le mouvement ouvrier, de décimer les organisations, de détruire un grand nombre de cadres ouvriers, précisément en désorientant plus encore les militants et en ne leur donnant aucune politique réaliste pour lutter contre ce régime.

Quoique fasse la direction du P.C.F., cette défaite engendrera une crise parmi les militants communistes. Il n'y a pas dans le rapport de Servin la moindre réponse aux nombreuses questions angoissantes qu'ils se posent. La direction peut peut-être gagner quelques semaines jusqu'aux élections. Mais la crise est là. Cette crise est nécessaire et sera salutaire si les militants communistes font l'effort indispensable pour revenir à la politique de Lénine, pour éliminer une direction faillie et pour créer les conditions de discussion démocratique dans le mouvement ouvrier nécessaires à la renaissance d'une nouvelle direction afin d'assurer la revanche.